

Les Analyses du CERI

Mai 2026

Hongrie 2026 : les ambiguïtés d'un « changement de régime »

Antonela Pogăcean (Sciences PO-CERI)

Résumé

Ce texte propose une analyse des élections législatives hongroises de 2026 comme une rupture dans la domination politique du Fidesz, davantage que comme une simple alternance partisane. La victoire de TISZA apparaît comme le produit d'une crise conjointe des mécanismes de fidélisation sociale, du récit de protection nationale et de la légitimité morale qui avaient permis au Fidesz de convertir les insécurités postsocialistes en loyautés politiques durables. Antonela Pogăcean montre que le « changement de régime » proclamé par Péter Magyar repose sur une coalition de rejet socialement hétérogène. Cette dynamique demeure ambivalente : fortement personnalisée et faiblement institutionnalisée, elle reconduit certains registres conservateurs tout en promettant une restauration démocratique. L'enjeu central n'est donc pas seulement la conquête de l'État, mais la capacité du nouveau pouvoir à transformer les rapports sociaux, économiques et symboliques qui ont rendu possible la consolidation du régime Orbán. Le texte invite ainsi à penser 2026 comme un moment critique : la défaite électorale d'une domination qui rend à nouveau pensable une démocratisation, sans que ses conditions concrètes soient encore assurées.

En Hongrie, le soir des élections législatives du 12 avril 2026, le temps ne s'étire pas, il se contracte. En l'absence d'enquêtes nationales à la sortie des urnes, les anticipations disponibles reposent sur des sondages réalisés avant le vote, et si beaucoup laissent présager une victoire de l'opposition, ils ont été systématiquement mis en doute par le gouvernement. Or le dépouillement des urnes est loin d'être achevé ce soir-là lorsque Viktor Orbán, Premier ministre depuis seize ans, félicite son adversaire. Au terme d'une journée de mobilisation électorale exceptionnelle, le résultat est reconnu avant même d'avoir pleinement pris forme.

Les partisans de Péter Magyar accueillent cette déclaration avec plus ou moins de surprise, parfois mêlée de soulagement. Par sa précocité, la prise de parole de Viktor Orbán déjoue les anticipations les plus sombres liées à un gouvernement illibéral que l'on suppose prêt à refuser toute défaite électorale, au sortir d'une campagne au cours de laquelle le pouvoir a fait de la peur son principal langage. À mesure que les résultats se consolident, l'avance de TISZA, le parti de Péter Magyar, inattendue par son ampleur, cesse d'être une hypothèse et s'impose comme une réalité. À Budapest, jeunes et moins jeunes remplissent les rues du centre-ville. D'une intensité inédite dans la Hongrie postsocialiste, cette liesse ne se réduit pas à une célébration électorale : elle matérialise des attentes de changement demeurées jusque-là sans traduction politique forte. Péter Magyar, entouré de ses proches, prend la parole avec, en arrière-plan, le Parlement néogothique éclairé, dans une mise en scène manifeste.

Cette séquence donne à voir la manière dont un résultat électorale se constitue en réalité politique. Ce qui s'y joue ne relève pas seulement de l'alternance, mais de la manière dont celle-ci devient intelligible et partageable. En affirmant avoir « renversé le régime Orbán et repris la patrie », Péter Magyar ne se limite pas à proclamer une victoire : il lui assigne un sens, celui d'un « changement de régime ». Mais une telle qualification ne va pas de soi. Elle invite à examiner ce que le scrutin a effectivement déplacé dans les rapports de force, et ce que la victoire de TISZA révèle de l'usure d'un ordre politique et moral qui avait longtemps offert des protections, désigné des adversaires et donné une langue politique aux désillusions nées des transformations postsocialistes. Cette formule oblige aussi à interroger l'ambivalence d'une alternance formulée comme un retour à la « normalité » : une normalité encore indéfinie, où la promesse de bonne gestion croise l'imaginaire de la nation.

Un scrutin qui déplace les alignements électoraux

Le scrutin de 2026 marque une profonde reconfiguration de la scène politique hongroise. Apparue en 2024 autour de Péter Magyar, la formation TISZA recueille plus de 3,3 millions de voix et 53,2 % des suffrages au vote de liste. Ce résultat ne traduit pas seulement la percée spectaculaire d'un nouvel acteur : il révèle aussi le déplacement d'une partie des soutiens qui ont contribué à la domination du Fidesz depuis 2010. Dans un système électoral modifié par le parti de Viktor Orbán pour consolider son emprise, cette avance se traduit par une assise parlementaire amplifiée. Avec 141 sièges sur 199, TISZA dispose ainsi d'une majorité des deux tiers, plus large encore que celles dont le Fidesz a pu bénéficier à la suite de sa propre réforme électorale.

Le contraste est d'autant plus notable que le bloc Fidesz-KDNP, qui recueille 38,6 % des suffrages et environ 2,4 millions de voix, ne conserve que 52 sièges. Un troisième acteur, le parti Mi Hazánk (Notre patrie) franchit le seuil électoral avec 5,63 % des suffrages et obtient six sièges. Son score, proche de celui de 2022, confirme l'ancrage d'une force d'extrême droite, même si son poids parlementaire est réduit. À l'inverse, l'ancien espace d'opposition de gauche, écologiste et libéral-progressiste perd sa traduction parlementaire, ses formations étant marginalisées par la dynamique de TISZA. La scène politique s'en trouve modifiée : à l'ancien face-à-face entre un parti hégémonique et une opposition fragmentée, de l'extrême droite à la gauche, succède une configuration asymétrique, dominée par la formation de Péter Magyar, au profil plutôt conservateur, tandis que le Fidesz devient la principale force d'opposition. À côté de ces deux pôles, l'extrême droite conserve une présence durablement installée.

L'une des clés de cette victoire réside dans l'ampleur exceptionnelle de la mobilisation. Alors que la participation aux législatives hongroises oscille depuis 1990, entre 60 et 70 %, le scrutin de 2026 marque une rupture : près de 80 % du corps électoral se rend aux urnes. Cette mobilisation ne relève pas seulement d'un vote sanction ; elle signale l'ouverture d'une séquence de politisation dans laquelle une partie de la société hongroise a cessé de percevoir la domination du Fidesz comme un horizon indépassable.

La recomposition est particulièrement lisible parmi les jeunes générations, non parce que l'on disposerait de données officielles attestant une participation juvénile exceptionnelle, mais parce que leur orientation électorale en faveur de TISZA apparaît très nette dans les sondages préélectoraux : environ deux tiers des moins de 30 ans et 63 % des 30-40 ans déclaraient soutenir la formation¹. Ces données suggèrent également un point d'inflexion autour de 57-58 ans : TISZA apparaît majoritaire chez les moins de 58 ans, tandis que Fidesz conserve l'avantage, au-delà de cet âge. La formule de « révolte des jeunes » est donc suggestive mais elle doit être nuancée : la progression de TISZA déborde largement ces seules classes d'âge. Cette polarisation générationnelle renvoie toutefois à une expérience spécifique : celle d'électeurs socialisés sous la longue domination de Viktor Orbán, sans véritable expérience de l'alternance, mais façonnés par les sociabilités numériques, les circulations transnationales et les cultures urbaines. Péter Magyar a su capter cette disponibilité politique et lui donner une traduction électorale.

Le scrutin de 2026 met également au jour une recomposition profonde des rapports de force territoriaux, y compris dans des zones qui constituaient, parfois depuis la fin des années 1990, des bastions du Fidesz². Celui-ci ne conserve une position dominante que dans les plus petites communes, tandis que TISZA parvient à s'imposer dans les communes de 1000 à 5000 habitants, avec 46,5 % des voix contre 43,4 % pour le Fidesz ; l'écart est plus net dans les municipalités de 5 000 à 20 000 habitants, où TISZA atteint 58,3 %, contre 32,8 % pour l'ancien parti dominant³. Or ces espaces concentrent une part décisive de l'électorat, ce qui donne à cette évolution un poids majeur dans la production du résultat national. Budapest et plusieurs

¹ Voir <https://median.hu/2026/04/12/a-valasztas-elotti-utolso-felmeres/> (consulté le 14 mai 2026).

² Voir aussi Ambre Bruneteau, « Après Orbán, la Hongrie change de maîtres », AOC, 23 avril 2026, <https://aoc.media/analyse/2026/04/22/apres-orban-la-hongrie-change-de-maitres/?loggedin=true>

³ « Így szavazott a vidék, ezer választós településméret fölött áradt igazán a Tisza », HVG, 14 avril 2026.

grandes villes constituaient déjà, lors des scrutins précédents, des terrains favorables aux oppositions de gauche, écologistes et libérales-progressistes. La dynamique de 2026 procède toutefois d'un déplacement inédit : le basculement, partiel mais déterminant, des petites villes, des espaces périurbains et d'une partie des campagnes. Le clivage longtemps structurant entre capitale et province, grandes villes et petites communes, ne disparaît pas ; il cesse toutefois de recouper aussi nettement l'opposition entre bastions anti-Fidesz et territoires acquis au pouvoir.

Au total, la victoire de TISZA repose sur une coalition sociale hétérogène, moins structurée par une adhésion programmatique unifiée que par un rejet convergent du système Orbán. Elle s'agrège autour d'une promesse de changement centrée sur la dénonciation de la corruption, la restauration de l'efficacité de l'État et l'apaisement des relations avec les institutions européennes. Elle rassemble des groupes socialement et territorialement différenciés : salariés et ménages fragilisés par la stagnation économique des dernières années, habitants des petites villes et des espaces périurbains, fractions des classes moyennes et petits entrepreneurs, mais aussi segments des élites économiques en réalignement, l'intelligentsia critique marginalisée par l'hégémonie du Fidesz, et une jeunesse en rupture culturelle avec un ordre conservateur installé depuis plus d'une décennie. Cette coalition constitue à la fois la condition de la victoire électorale et l'un de ses principaux points de fragilité : sa cohésion tient moins à un projet social stabilisé qu'à une convergence conjoncturelle contre le pouvoir en place.

Le scrutin de 2026 ne marque pas seulement un changement de majorité. Il révèle l'usure d'un ordre politique qui avait permis au Fidesz de convertir un soutien social en domination parlementaire durable. Derrière le retournement électoral apparaît ainsi l'érosion des loyautés, des dépendances et des consentements différenciés par lesquels le régime Orbán avait répondu aux insécurités postsocialistes par une promesse d'ordre, de protection et de reconnaissance.

Protéger, discipliner, fidéliser : les ressorts usés de l'ordre du Fidesz

La portée de la rupture électorale de 2026 ne se comprend pleinement que si on la rapporte aux ressorts sociaux de la longue domination du Fidesz. Depuis 2010, cette dernière a été analysée à travers plusieurs cadres : démocratie illibérale, autoritarisme compétitif ou démocratie plébiscitaire, selon que l'accent a été mis sur l'État de droit, l'asymétrie électorale ou la personnalisation du pouvoir⁴. Ces approches éclairent l'architecture du régime — appropriation partisane de l'État, mise sous pression des contre-pouvoirs, contrôle de l'espace médiatique — mais elles examinent moins son ancrage social progressivement constitué. Or

⁴ Voir notamment : Péter Krekó, Zsolt Enyedi, "Explaining Eastern Europe: Orbán's Laboratory of Illiberalism", *Journal of Democracy*, 29 (3), juillet 2018, p. 39–51 ; Pelin Ayan Musil, Şebnem Yardımçı-Geyikçi, "Transnationalization of Opposition Strategy under Competitive Authoritarianism: Evidence from Turkey and Hungary", *Government and Opposition* 59 (2), 2024, p. 341–359 ; András Körösesny, Gábor Illés, Attila Gyulai, *The Orbán Regime: Plebiscitary Leader Democracy in the Making*, Abingdon/New York, Routledge, 2020.

l'hégémonie du Fidesz n'a pas seulement reposé sur le verrouillage institutionnel et médiatique. Elle s'est aussi appuyée sur un ordre social et politique, convertissant ressources publiques, dépendances locales, protections sélectives et reconnaissance morale, en loyautés.

L'un des ressorts de cette consolidation réside dans la capacité qu'a eue le Fidesz à proposer une traduction politique commune à des expériences sociales diverses : déclassement, perte de contrôle, relégation territoriale, incertitude économique. Issues des transformations postsocialistes et de l'insertion de la Hongrie dans la globalisation néolibérale, ces expériences vécues renvoyaient à une redistribution brutale des positions sociales, à l'exposition accrue d'une partie du monde ouvrier et rural à l'insécurité économique, mais aussi aux effets durables de la désindustrialisation et du chômage de masse. Elles ont été brutalement réactivées dans la seconde moitié des années 2000, lorsque la crise économique, les politiques d'ajustement adoptées pour réduire les déficits et rassurer l'UE et l'effondrement du Parti socialiste ont ouvert une crise de représentation majeure. C'est dans cette séquence de désillusion sociale et de discrédit politique que le Fidesz a construit les conditions de sa majorité des deux tiers en 2010. Il a alors articulé les insécurités socio-économiques à un récit national de dépossession, où le sentiment d'abandon matériel a pu se traduire en critique des élites postsocialistes, de la dépendance extérieure et de la subordination à l'Ouest. Cette grammaire nationale s'est appuyée sur une mémoire plus longue de la perte de statut : fin du statut singulier de la Hongrie du socialisme tardif, imaginaire de la Grande Hongrie perdue, sentiment que l'adhésion européenne confirmait une position périphérique⁵.

La force du Fidesz a été de transformer ces vulnérabilités en demande d'ordre et de protection. Son récit ne s'est pas seulement construit autour d'ennemis — le milliardaire et philanthrope George Soros, les migrants, Bruxelles ou les opposants accusés de servir des intérêts étrangers —, mais autour d'une nation ethnicisée et présentée comme existentiellement menacée. La confrontation permanente est ainsi devenue une grille d'interprétation du monde social : celle d'un pouvoir apparaissant, pour une partie de ses partisans, comme un rempart face à l'instabilité socio-économique et culturelle.

Ce discours a été d'autant plus efficace qu'il s'est trouvé, jusqu'en 2022, partiellement confirmé par l'amélioration de l'emploi et des revenus, ainsi que par la mise en place de certaines aides. À partir de 2013, la reprise économique, les fonds européens et les investissements étrangers ont soutenu la croissance, tandis que le chômage est passé de près de 11 % en 2010 à environ 3,3 % avant la pandémie. Pour une partie des ménages, cette sortie du chômage a non seulement transformé les conditions matérielles d'existence, mais aussi le rapport à soi et à la société : dans un ordre politique fondé sur la valorisation du travail, l'emploi est redevenu un support de dignité⁶. Reste que la distribution des bénéfices de la croissance n'a pas suivi une logique d'État-providence universel. En effet, le gouvernement a consolidé un système de protections sélectives et conditionnelles, indexées sur le travail, la famille, la propriété, l'âge

⁵ Ivan Krastev, Stephen Holmes, "Explaining Eastern Europe: Imitation and Its Discontents", *Journal of Democracy*, 29 (3), juillet 2018, p. 117-128.

⁶ Kristóf Szombati, *The Revolt of the Provinces: Anti-gypsyism and Right-Wing Politics in Hungary*, Oxford, Berghahn Books, 2019.

et l'inscription dans des réseaux de dépendance⁷. Familles avec enfants issues des classes moyennes « nationales », retraités et travailleurs réinsérés par les programmes d'emplois publics n'y recevaient ni les mêmes avantages ni la même reconnaissance, mais participaient d'une même coalition sociale hiérarchisée⁸. Cet arrangement s'inscrivait dans un « capitalisme autoritaire », pour reprendre la formule de Gábor Scheiring⁹ : un modèle combinant ouverture sélective au capital étranger, notamment allemand, soutien à une bourgeoisie nationale adossée à l'État et placée sous le patronage du Fidesz, salaires contenus et droits syndicaux limités. Le régime a ainsi articulé amélioration des conditions matérielles de vie, reconnaissance morale et subordination sociale.

Cet ordre s'est toutefois fragilisé avec la dégradation simultanée des conditions économiques et morales qui en assuraient la crédibilité. La pandémie, puis l'agression russe contre l'Ukraine, ont nourri une forte poussée inflationniste : en janvier 2023, l'inflation atteignait 25,7 %, tandis que les prix alimentaires progressaient de 44 %. Dans le même temps, l'économie s'est trouvée prise dans une dynamique de stagnation, sous l'effet du renchérissement de l'énergie, des tensions avec l'Union européenne limitant l'accès aux fonds européens, et du ralentissement des investissements étrangers. Cette conjonction a pesé directement sur les ménages, confrontés à la dégradation de leur pouvoir d'achat, tout en révélant la vulnérabilité d'un modèle de croissance fondé sur une insertion subordonnée dans les chaînes de valeur européennes et mondiales.

Dans ce contexte, l'enrichissement ostensible des cercles proches du pouvoir a cessé d'apparaître comme un fait de corruption parmi d'autres : il est devenu le symptôme d'une rupture du pacte moral implicite sur lequel reposait une partie de la domination du Fidesz. Les récits dénonçant l'accumulation patrimoniale des réseaux liés au parti, y compris dans l'entourage familial du Premier ministre, ont rencontré une audience plus large, en résonnant avec une expérience ordinaire de l'injustice. À cette fragilisation matérielle s'est ajoutée une crise touchant au cœur même de la légitimité morale du régime. En 2024, le scandale provoqué par la grâce présidentielle accordée à un homme condamné pour avoir couvert une affaire de pédocriminalité a touché l'un des ressorts centraux de sa légitimation conservatrice : la prétention à protéger les enfants.

Enfin, le durcissement des relations avec Bruxelles a fragilisé une ambivalence longtemps restée profitable au régime. L'Union européenne constituait à la fois une ressource, par les fonds captés, et un adversaire symbolique mobilisé au nom de la souveraineté nationale. Mais la conditionnalité croissante des financements européens au respect de l'État de droit a rendu ce double jeu moins efficace : la dénonciation de Bruxelles nourrissait encore le récit souverainiste, tout en exposant davantage le coût de l'isolement. Ce décalage s'est accentué

⁷ Dorottya Szikra, "Ideology or Pragmatism? Interpreting Social Policy Change under the 'System of National Cooperation'", in János Mátyás Kovács & Balázs Trencsényi (dir.), *Brave New Hungary: Mapping the System of National Cooperation*, Rowman & Littlefield, 2019, p. 225-241.

⁸ Gergely Pulay, "Post-feudalism and post-fascism at the end of the Orbán-regime in Hungary", *Focaalblog*, 6 mai 2026, <https://www.focaalblog.com/2026/05/06/gergely-pulay-post-feudalism-and-post-fascism-at-the-end-of-the-orban-regime-in-hungary/>

⁹ Gábor Scheiring, *The Retreat of Liberal Democracy: Authoritarian Capitalism and the Accumulative State in Hungary*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020.

avec le repositionnement international d'Orbán, marqué par son rapprochement avec les droites radicales européennes, l'univers MAGA et la Russie de Vladimir Poutine, dans un contexte de guerre en Ukraine et de recomposition des équilibres européens. Dans une société malgré tout majoritairement attachée à l'UE, le souverainisme gouvernemental pouvait alors apparaître non plus comme une protection, mais comme une vulnérabilité collective. Le soir du 12 avril, la reprise du mot d'ordre « les Russes dehors », lancé par le jeune Viktor Orbán en 1989 a condensé ce renversement : formule anticommuniste et de souveraineté retrouvée à l'époque, elle sert désormais à dénoncer un rapprochement avec la Russie de Poutine, menaçant pour l'ancrage européen de la Hongrie.

C'est dans cette érosion matérielle, narrative et morale que la victoire de TISZA devient intelligible. Elle ne procède pas d'un basculement soudain, mais d'une accumulation de désajustements : entre promesse de protection et dégradation des services publics ; entre rhétorique familiale et scandales touchant les réseaux du régime ; entre souverainisme affiché et dépendances réelles. Ces contradictions ont rendu possible une coalition de rejet, socialement hétérogène, capable de transformer l'usure du régime en changement de majorité. Pour devenir victorieuse, celle-ci devait cependant trouver une incarnation et un langage capables d'agrèger des attentes disparates. C'est ce rôle qu'a joué Péter Magyar, en donnant une forme politique à des mécontentements dispersés, dans un parcours personnel pourtant proche du pouvoir.

De l'*insider* au recours : la fabrique d'une légitimité politique

La trajectoire de Péter Magyar donne à la rupture de 2026 une force singulière. Il ne vient ni des anciennes oppositions libérales ou de gauche, ni des marges militantes du régime, mais du monde social et institutionnel du Fidesz. Issu de la bourgeoisie des collines huppées de Buda, sur la rive droite du Danube – il rejoint le Fidesz au milieu des années 2000. Ancien haut fonctionnaire et ex-époux de Judit Varga, ministre de la Justice de Viktor Orbán entre 2019 et 2023, il apparaît comme un transfuge du système qu'il dénonce. Cette position constitue à la fois sa ressource et sa vulnérabilité : elle crédibilise son accusation de corruption et de captation de l'État, tout en rappelant qu'il a longtemps appartenu au système qu'il prétend désormais combattre.

Magyar surgit dans l'espace public dans le sillage du scandale de pédocriminalité évoqué plus haut, qui contraint Judit Varga à se retirer de la vie politique en février 2024. Peu connu jusque-là, il se présente comme un lanceur d'alerte anticorruption et rend publics des enregistrements divulguant des protections au sein de l'appareil judiciaire. En quelques semaines, la figure du témoin se mue en entrepreneur politique : Magyar prend la tête de TISZA, un parti enregistré mais dépourvu d'existence réelle, et dont le nom – acronyme de « Respect et liberté » et référence à la grande rivière de l'est du pays – devient l'un des symboles de son ascension. Autour de l'image de la rivière Tisza qui monte et finit par tout emporter, un événement personnel – sa rupture – se convertit en promesse de changement de régime.

Cette séquence introduit une accélération spectaculaire : en trois mois à peine, le transfuge devient le principal pôle de recomposition de l'opposition. Sa popularité croît aux dépens d'une opposition de centre-gauche fragmentée, minée par les rivalités de leadership et durablement associée à l'impuissance électorale. Sa force tient à une double récusation : celle du régime Orbán, mais aussi celle de Ferenc Gyurcsány, ancien Premier ministre socialiste de 2004 à 2009, devenu repoussoir de la vie politique hongroise. Dès les élections européennes de juin 2024, TISZA rassemble près d'un tiers des voix autour du mot d'ordre de « changement de régime », formule assez forte pour donner une portée institutionnelle et morale au mécontentement social, et assez ouverte pour agréger des attentes hétérogènes.

Le basculement opéré par TISZA ne tient pas seulement à son positionnement politique ; il repose aussi sur une transformation des modes de construction de la légitimité. Péter Magyar investit massivement les réseaux sociaux selon les codes de l'influence numérique : adresse directe, *lives*, mise en scène de la proximité. Les plateformes lui permettent de contourner les médias traditionnels, de façonner une marque politique personnalisée et d'organiser une mobilisation militante à grande échelle. Elles deviennent à la fois instruments de communication, dispositifs d'organisation et technologies de légitimation. Mais cette légitimité numérique ne prend corps qu'en s'adossant à une présence territoriale intense : à partir du printemps 2024, Magyar sillonne sans cesse le pays, notamment les bourgs et les petites communes, tandis que les « îles TISZA »¹⁰ assurent un maillage local et rassemblent plusieurs dizaines de milliers de bénévoles. Les réseaux sociaux ne remplacent pas le terrain ; ils le rendent visible, duplicable et partageable.

Ce déploiement territorial reste pourtant inséparable d'un leadership très centralisé. TISZA articule participation horizontale et direction verticale : une mobilisation intense des bénévoles et des groupes locaux, mais un contrôle étroit de la parole politique autour de Magyar. La personnalisation se prolonge dans la mise en scène d'un chef jeune, sportif, lunettes de soleil et baskets aux pieds, incarnant une autorité accessible. Dans les meetings, cette proximité se ritualise en scènes de communion : mains tenues, formule reprise en chœur – « Pas à pas, brique par brique, nous reconquerrons notre patrie » – , processions aux flambeaux et appel à l'unité nationale. Face à un Fidesz accusé d'avoir divisé la société, Magyar ne propose pas seulement une alternance électorale : il met en scène la possibilité d'un peuple à refaire.

Face à lui, le gouvernement réactive une stratégie éprouvée : présenter Péter Magyar comme un traître, la marionnette de Bruxelles et l'instrument d'un engrenage entraînant la Hongrie dans la guerre en Ukraine. Mais cette rhétorique de la peur, qui organise la perception du réel autour de menaces fabriquées, a moins de prise dans un contexte de crise économique et morale. Elle se heurte en outre à un acteur dont la trajectoire rend moins opérante la figure de l'opposant libéral qui dépendrait de l'étranger. Magyar parvient ainsi à déplacer le conflit du registre sécuritaire privilégié par le Fidesz vers celui de la probité publique, de l'efficacité institutionnelle et des conditions concrètes d'existence. Il reprend des thèmes familiers de

¹⁰ Les îles TISZA sont des formes d'auto-organisation locale du soutien politique, articulées à une offre nationale incarnée par Péter Magyar. Elles relèvent davantage d'un maillage militant souple que d'une institution partisane stabilisée. L'expression fait référence à la rivière Tisza : chaque « île » apparaît comme un point d'ancrage local dans un même courant national.

l'ancienne opposition – corruption, captation de l'État, affaiblissement des contre-pouvoirs – mais les arrache au seul langage institutionnel de l'État de droit et de la démocratie pour les rapporter aux expériences ordinaires : l'hôpital qui se dégrade, l'école qui manque de moyens, les trains en retard, le pouvoir d'achat qui s'érode... Il réinvestit aussi les symboles nationaux, tenus à distance par une opposition davantage tournée vers d'autres registres politiques. Les couleurs nationales, omniprésentes dans les meetings, inscrivent alors la contestation dans le langage même de la patrie.

La victoire de TISZA tient à une combinaison paradoxale : rendre crédible l'idée de rupture tout en rassurant les électeurs attachés à l'ordre, à la stabilité et à la souveraineté. Le « changement de régime » promis ne procède pas d'une refondation idéologique, mais d'une moralisation de la vie publique et d'une restauration de l'État de droit. Péter Magyar promet ainsi le rétablissement des conditions libérales-démocratiques de gouvernement – impartialité administrative, limitation de l'arbitraire, réancrage européen – tout en maintenant des continuités conservatrices sur la famille et l'immigration, par exemple.

Le renouvellement du personnel politique demeure lui aussi encadré. Le groupe parlementaire de TISZA, composé de nombreux nouveaux entrants et plus féminisé que celui du Fidesz, conserve une sociologie classique : professions libérales, entrepreneurs, enseignants et notables locaux. Le gouvernement Magyar s'inscrit dans la même logique. Il associe des fidèles de la première heure, des profils issus de la haute administration, parfois passés par des gouvernements Orbán, ainsi que des cadres supérieurs de multinationales – tel István Kapitány, ancien vice-président exécutif mondial de Shell Mobility. À un niveau plus subalterne, le gouvernement intègre quelques figures dotées d'un capital moral lié à la défense des enfants, des Roms ou des plus exclus. La rupture apparaît ainsi moins comme une transformation des structures sociales du pouvoir que comme une reconfiguration de ses élites et de ses modes de légitimation.

Mais cette rupture reste soumise à ses propres conditions de possibilité. La faible institutionnalisation de TISZA constitue un premier point de tension : la formation relève moins d'un parti organisé que d'un véhicule électoral construit autour de son chef. Au pouvoir, TISZA hérite d'une majorité des deux tiers, amplifiée par le système électoral, mais aussi d'institutions profondément marquées par seize années d'orbánisme : contre-pouvoirs fragilisés, société civile affaiblie, espace médiatique déséquilibré, administrations politisées, dépendances économiques et territoriales sédimentées dans la durée. La « restauration démocratique » annoncée suppose dès lors de desserrer des mécanismes de pouvoir – institutionnels, économiques et médiatiques – qui, au fil du temps, ont concentré l'autorité, appauvri le pluralisme et réduit la politique à des rapports personnalisés de loyauté, de peur ou de dépendance. Elle doit pourtant s'appuyer sur une dynamique politique elle-même fortement personnalisée.

Les cérémonies d'investiture du 9 mai 2026 ont donné une forme visible à cette tension. Magyar y a endossé la solennité de la fonction tout en faisant de l'événement le premier acte symbolique du « changement de régime » : sa demande publique de démission du chef de l'État, accusé d'incarner la persistance du système Orbán, a inscrit la continuité d'État dans une logique de rupture. Hymne national, hymne européen et orchestre d'enfants roms ont

dessiné les contours d'une communauté politique élargie, sans cesser de faire de la nation le cadre central du politique. Le concert organisé ensuite devant le Parlement, les *selfies* avec les partisans et l'apparition furtive de Péter Magyar derrière les platines déplacent cette solennité vers le registre de la proximité médiatisée. La scène nous rappelle que la spectacularisation du politique n'est pas ici un simple décor : elle convertit la proximité en image, puis l'image en preuve de communion.

Reste à savoir si cette puissance symbolique pourra se convertir en capacité démocratique durable : non plus seulement conquérir l'État, mais rouvrir les lieux de conflit, de contrôle et de contestation que seize années d'orbánisme ont progressivement rendus presque imprenables.